



**Auditeurs Associés en Afrique**

**Bureau régional KPMG Côte d'Ivoire**

Immeuble Woodin Center  
Avenue Noguès  
01 B.P. 3172 Abidjan 01  
Côte d'Ivoire

Téléphone : (225) 20 22 57 53  
Télécopie : (225) 20 21 42 97  
e-mail : [kpmg@kpmgci.com](mailto:kpmg@kpmgci.com)

**Bureau de la République du Congo**

Immeuble Monte Cristo  
Angle Avenue Orsy et Blvd  
Denis Sassou Nguesso  
B.P. 14366 Brazzaville  
République du Congo

Téléphone : (242) 22 281 56 84  
Télécopie : (242) 22 281 57 07  
E-mail : [kpmgcongo@kpmgci.com](mailto:kpmgcongo@kpmgci.com)

**Rapport sur les procédures convenues relatives aux  
encaissements pétroliers sur les comptes du Trésor**

Période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010

26 mai 2011

*Ce rapport contient 31 pages  
dont 20 pages d'annexes*



Cabinet membre de  
KPMG International

R.C.C.MN° 03-E-1412  
N.I.F. N° 1020372676



## Sommaire

	<b>Pages</b>
<b>1 Rapprochement des déclarations des opérateurs avec le calcul des droits pétroliers de la République reportés sur le « Statement 1 » .....</b>	<b>4</b>
<b>2 Rapprochement du montant encaissé au titre de la commercialisation de la SNPC avec les notes de calcul SNPC.....</b>	<b>7</b>
<b>3 Rapprochement des encaissements du Trésor avec le « Statement 1 » .....</b>	<b>8</b>
<b>4 Bilan matière.....</b>	<b>9</b>
<b>5 Autres procédures convenues.....</b>	<b>9</b>
<b>6 Annexes .....</b>	<b>12</b>



Cutting through complexity™ **Auditeurs Associés en Afrique**

**Bureau régional KPMG Côte d'Ivoire Bureau**

Immeuble Woodin Center  
Avenue Noguès  
01 B.P. 3172 Abidjan 01  
Côte d'Ivoire

Téléphone : (225) 20 22 57 53  
Télécopie : (225) 20 21 42 97  
e-mail : kpmg@kpmgci.com

**Bureau de la République du Congo**

Immeuble Monte Cristo  
Angle Avenue Orsy et Blvd  
Dénis Sassou Nguesso  
B.P. 14366 Brazzaville  
République du Congo

Téléphone : (242) 22 281 56 84  
Télécopie : (242) 22 281 57 07  
E-mail : kpmgcongo@kpmgci.com

**Monsieur Gilbert Ondongo**

**Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public  
Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public  
B.P. 2083 Brazzaville  
République du Congo**

Notre réf : JYP-05-11

Brazzaville, le 26 mai 2011

**Rapport sur les procédures convenues relatives aux encaissements des revenus pétroliers sur les comptes du Trésor de la République du Congo – Période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**

Dans le cadre des relations de la République du Congo avec les institutions de Bretton Woods, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont demandé au Gouvernement Congolais de valider que les recettes pétrolières dues à la République du Congo pour l'exercice 2010 soient identifiées, comptabilisées et encaissées par le Trésor. L'objectif de notre mission est d'assister le Gouvernement Congolais, dans le cadre de procédures convenues avec lui, et pour les points sur lesquels notre expertise peut s'exercer, pour le contrôle des revenus pétroliers placés sous la responsabilité du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public.

Nous avons mis en œuvre, pour le quatrième trimestre 2010, les procédures indiquées en annexe III du présent rapport. Ces procédures, convenues avec le Gouvernement de la République du Congo en accord avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, se rapportent aux données chiffrées relatives aux droits pétroliers de la République et aux encaissements du Trésor portés sur le document dit «Statement 1» figurant en annexe I.

Ce «Statement 1» a été préparé sous la responsabilité du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public de la République du Congo, suivant la méthode d'appréhension des revenus pétroliers (ou «droits pétroliers») à l'engagement. Le fait générateur du revenu pétrolier est la production, la commercialisation ou le partage de production, conformément aux contrats avec les opérateurs pétroliers et aux textes fiscaux. Les coûts relatifs à l'acquisition de ces droits sont également appréhendés suivant la méthode de l'engagement, et rattachés aux produits de la même période. Ce «Statement 1» permet un rapprochement entre les droits pétroliers revenant à la République du Congo, calculés à partir des déclarations des opérateurs, et les sommes effectivement reçues sur les comptes du Trésor.



**Rapprochement entre les déclarations des opérateurs  
et le calcul notionnel des droits de la République au quatrième trimestre 2010**

Quantités	Droits de la République en millions de barils			milliards	%
	Calcul notionnel	Déclarations	Ecarts	F.CFA	
Opérateur 1	9,784	9,774	0,010	0,405	1%
Opérateur 2	3,821	3,821	0,000	0,000	0%
Opérateur 3	0,366	0,366	0,000	0,000	0%
Opérateur 4	0,085	0,085	0,000	0,000	0%
Opérateur 5	0,051	0,051	0,000	0,000	0%
Opérateur 6	0,255	0,255	0,000	0,000	0%
Opérateur 7	0,914	0,000	0,914	37,018	99%
<b>Total</b>	<b>15,276</b>	<b>14,352</b>	<b>0,924</b>	<b>37,423</b>	<b>100%</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs et le calcul notionnel - Annexe II tableau I

- Les écarts constatés au niveau de l'Opérateur 1 sont dus à la différence d'interprétation du contrat de partage de production du permis Haute mer en défaveur de la République pour 10 000 barils et une contrevaletur de 405 millions de F.CFA au prix fiscal moyen.
- Les écarts constatés au niveau de l'opérateur 7 sont dus au défaut de communication des lettres de fiscalité du quatrième trimestre 2010 correspondant à 914 mille barils en défaveur de la République pour une contrevaletur de 37,018 milliards de F.CFA au prix fiscal moyen.

Nous recommandons que ces écarts soient rapidement régularisés pour permettre une meilleure connaissance des flux.

La comparaison entre les droits de la République de 15,276 millions de barils d'une part et la commercialisation plus la fiscalité des opérateurs pour un total de 16,043 millions de barils (contrevaletur de F.CFA 652,234 milliards de F.CFA) d'autre part fait apparaître un volume de commercialisation supérieur de 767 mille barils (contrevaletur de 33,519 milliards de F.CFA), aux droits calculés de la République.

**Rapprochement entre les droits calculés de la République  
et la commercialisation plus la fiscalité du quatrième trimestre 2010**

Produits	Droits en millions de barils			Ecarts en milliards F.CFA
	Droits calculés de la République	Commercialisation et fiscalité	Ecarts	
Djéno mélange	9,649	9,331	-0,318	-13,897
Nkossa blend	4,294	5,288	0,994	43,439
Butane	0,144	0,137	-0,007	-0,306
Propane	0,191	0,246	0,055	2,404
Azurite	0,913	1,041	0,128	5,594
Yombo	0,085	0,000	-0,085	-3,715
<b>Total</b>	<b>15,276</b>	<b>16,043</b>	<b>0,767</b>	<b>33,519</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs, les notes de calcul de la SNPC et le calcul notionnel - Annexe II tableau I, II et III

Nous recommandons que ces écarts soient analysés pour permettre une meilleure connaissance des flux.

La commercialisation selon le « Statement 1 » pour un montant total de 652,234 milliards de F.CFA concerne la commercialisation du brut par la SNPC de 13,511 millions de barils pour 546,239 milliards de F.CFA, la livraison CORAF de 1,289 million de barils pour 55,249 milliards de F.CFA et la fiscalité des opérateurs pour 1,242 million de barils correspondant à 50,701 milliards de F.CFA.

		Droits en barils	Montants en F.CFA milliards
<b>Commercialisation selon le "Statement 1"</b>	<b>(a)</b>	<b>16 043 740</b>	<b>652,234</b>
Brut vendu par la SNPC	(b)	13 511 032	546,239
Livraison à la CORAF	(c)	1 289 209	55,249
Fiscalité des Opérateurs	(d)	1 242 398	50,701
<b>Total commercialisation et fiscalité</b>	<b>(e)=(b)+(c)+(d)</b>	<b>16 042 638</b>	<b>652,189</b>
<b>Taxes maritimes à prélever par l'Opérateur 3</b>	<b>(a)-(e)</b>	<b>1 101</b>	<b>0,045</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs, les notes de calcul de la SNPC et le calcul notionnel – Annexe 1 « Statement 1 »

Du montant des recettes attendues de la commercialisation et de la fiscalité pour 652,189 milliards de F.CFA, est soustrait un montant de 41,103 milliards de F.CFA composé de divers frais supportés par la SNPC pour 15,818 milliards de F.CFA et par les opérateurs pour un montant total de 25,285 milliards de F.CFA. Les encaissements attendus s'établissent donc à 611,086 milliards de F.CFA.

		Montants en F.CFA milliards
<b>Total commercialisation et fiscalité selon le "Statement 1"</b>	<b>(a)</b>	<b>652,189</b>
Prélèvements effectués par la SNPC	(b)	15,818
Prélèvements effectués par les opérateurs	(c)	25,285
<b>Total des prélèvements</b>	<b>(d)=(b)+(c)</b>	<b>41,103</b>
<b>Encaissements attendus selon le "Statement 1"</b>	<b>(a) - (d)</b>	<b>611,086</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs, les notes de calcul de la SNPC et le calcul notionnel

- Les prélèvements effectués par la SNPC comprennent des pertes de change de F.CFA 7,154 milliards de F.CFA, diverses commissions commerciales pour 7,485 milliards de F.CFA ainsi que de la taxe maritime.
- Les prélèvements effectués par les opérateurs comprennent un montant de 21,426 milliards de F.CFA prélevé par l'Opérateur 2 au titre de la Centrale à gaz de Pointe Noire.

Sur les encaissements attendus au cours de la période pour 611,086 milliards de F.CFA, les encaissements effectifs s'établissent à 522,115 milliards de F.CFA dont 502,230 milliards de F.CFA de la part de la SNPC et 19,885 milliards de F.CFA des opérateurs.

Le solde restant à encaisser est donc de 88,971 milliards de F.CFA composé d'un montant de 28,191 milliards de F.CFA au titre de la commercialisation par la SNPC, de 55,249 milliards de F.CFA de livraison à la CORAF et de 5,531 milliards de F.CFA au titre de la fiscalité des opérateurs.

		Montants en F.CFA milliards
<b>Encaissements attendus selon le "Statement 1"</b>	<b>(a)</b>	<b>611,086</b>
Encaissements selon les notes de calcul de la SNPC	(b)	502,230
Encaissements effectifs sur la fiscalité des opérateurs	(c)	19,885
<b>Total des encaissements effectifs</b>	<b>(d) = (b)+(c)</b>	<b>522,115</b>
<b>Solde des encaissements attendus au "Statement 1"</b>	<b>(e) =(a)-(d)</b>	<b>88,971</b>
Solde des encaissements de la SNPC	(f)	28,191
Livraisons CORAF non encore recouvrées	(g)	55,249
Solde des encaissements attendus des opérateurs	(h)	5,531
<b>Solde des encaissements attendus au "Statement 1"</b>	<b>(i) =(f)+(g)+(h)</b>	<b>88,971</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs, le calcul notionnel et les notes de calcul de la SNPC

## 2 Rapprochement du montant encaissé au titre de la commercialisation de la SNPC avec les notes de calcul SNPC

Les encaissements effectifs de la commercialisation selon les notes de calcul de la SNPC totalisent 502,230 milliards de F.CFA sur un montant des encaissements attendus de 530,421 milliards de F.CFA. Soit un solde de 28,191 milliards de F.CFA à recevoir par la République.

		Montants en F.CFA milliards
<b>Brut vendu par la SNPC selon le "Statement 1"</b>	<b>(a)</b>	<b>546,239</b>
Taxe maritime SNPC	(b)	1,178
Commissions de la SNPC et Associés	(c)	7,486
Ecart de valorisation (prix fiscal - prix commercial)	(d)	7,154
<b>Total des prélèvements effectués par la SNPC</b>	<b>(e)=(b)+(c)+(d)</b>	<b>15,818</b>
<b>Encaissements attendus de la SNPC</b>	<b>(f)=(a)-(e)</b>	<b>530,421</b>
Encaissements selon les notes de calcul de la SNPC	(g)	502,230
<b>Solde des encaissements attendus de la SNPC</b>	<b>(f) - (g)</b>	<b>28,191</b>

Source : Les notes de calcul de la SNPC et le calcul notionnel — Annexe I « Statement 1 »

La note de calcul relative à l'enlèvement de la SNPC au titre du 10 décembre 2010 pour 963 402,642 barils nous a été présentée en USD pour un montant de 83 947 937,76 USD. Pour les besoins du rapport, nous l'avons convertie au taux du jour de l'enlèvement soit un montant de 41 311 619 651 F.CFA

A la date d'émission du présent rapport, les travaux de rattachements des cargaisons de la SNPC aux paiements sur le compte de la République n'étaient pas totalement achevés (Annexe II Tableau IV). Nous recommandons que ces travaux soient finalisés dans les meilleurs délais.

Le montant théorique des encaissements à recevoir par le Trésor de la part de la SNPC correspond aux droits à enlèvements commercialisés par la SNPC pour le compte de la République. De ces montants sont soustraits certains coûts et écarts comptables listés dans le «Statement 1».

A ce sujet, nous vous informons que depuis le 4ème trimestre 2005, la SNPC reverse le produit de la vente des cargaisons de la République au prix fiscal, exprimé en US\$. Le 21 mai 2009, un Avenant à la commercialisation entre la République et la SNPC a été conclu, en vertu duquel les versements par cette dernière au Trésor devaient, à compter de juillet 2009, être faits sur la base des prix réalisés sur le marché. Cet avenant fait suite au plan d'actions convenu entre la République du Congo, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale en vue du suivi des performances de la SNPC.

Cependant, aucune procédure n'a été mise en place au niveau de la SNPC pour nous permettre de valider le montant versé au Trésor par rapport au prix du marché réalisé par la SNPC.

En conséquence, l'écart de valorisation constaté au «Statement 1» est dû (i) d'une part aux différences entre les prix fiscaux ayant servi à la valorisation notionnelle des ventes par la SNPC et les prix effectivement reversés au Trésor (ii) et d'autre part, à la différence entre les taux de change € / US\$ utilisés par la SNPC et ceux utilisés dans le calcul notionnel (taux moyens mensuels € / US\$ de la Banque Centrale Européenne).

- Cet écart s'élève à 7, 154 milliards de F.CFA en défaveur de la République et est détaillé en Annexe II Tableau VI.
- Les écarts sur encaissements nets de la période s'établissent à 1,349 million de F.CFA. Nous recommandons que ces écarts soient régularisés (voir Annexe II Tableau VII).

### 3 Livraisons de droits de la République à la CORAF

Au titre du quatrième trimestre 2010, les livraisons à la CORAF totalisent 1 289 209 barils pour une valeur de 55,249 milliards de F.CFA. Les encaissements relatifs à ces enlèvements n'ont pas été identifiés dans les livres de la République mis à notre disposition.

		Montants en F.CFA milliards
<b>Livraisons CORAF selon le "Statement 1"</b>	<b>(a)</b>	<b>55,249</b>
Encaissements de la CORAF	(b)	0,000
<b>Encaissements attendus de la CORAF selon le "Statement 1" (a) - (b)</b>		<b>55,249</b>

Source : Les notes de calcul de la SNPC et le calcul notionnel – Annexe 1 « Statement 1 »

Ces livraisons sont assurées par l'Etat qui détient une créance de 55,249 milliards de F.CFA sur la CORAF au titre du quatrième trimestre 2010.

### 4 Rapprochement des encaissements du Trésor avec le «Statement 1»

Les encaissements relatifs aux lettres de fiscalités des opérateurs totalisent 19,885 milliards de F.CFA pour un montant des encaissements attendus de 25,416 milliards de F.CFA. Le solde de trésorerie à recouvrer s'élève à 5,531 milliards de F.CFA.

		Montants en F.CFA milliards
<b>Fiscalité des opérateurs selon le "Statement 1"</b>	<b>(a)</b>	<b>50,701</b>
Ajustements de fiscalité et autres coûts de l'Opérateur 1	(b)	0,559
Opérateur 1 - (PGA + AsC)	(c)	3,300
Opérateur 2 - (Centrale à gaz)	(d)	21,426
<b>Total des prélèvements effectués par les opérateurs (e)=(b)+(c)+(d)</b>		<b>25,285</b>
<b>Encaissements attendus des opérateurs</b>	<b>(f)=(a)-(e)</b>	<b>25,416</b>
Encaissements selon les lettres de fiscalité des opérateurs	(g)	19,885
<b>Solde des encaissements attendus des opérateurs</b>	<b>(f)-(g)</b>	<b>5,531</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs et le calcul notionnel – Annexe 1 « Statement 1 »

Nous avons procédé au rapprochement exhaustif des encaissements de 19,885 milliards F.CFA figurant sur le « Statement 1 » avec les relevés bancaires du Trésor qui sont des documents externes au Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public.

Le solde de fiscalité restant à encaisser de 5,531 milliards concerne essentiellement l'Opérateur 1 pour un montant de 2,252 milliards de F.CFA et l'Opérateur 2 pour 3,612 milliards de F.CFA comme suit :

	Montants en F.CFA milliards
<b>Analyse du solde des encaissements attendus des opérateurs</b>	
Solde de fiscalité de l'Opérateur 1	2,252
Solde de fiscalité de l'Opérateur 2	3,612
Solde de fiscalité de l'Opérateur 3	-0,330
Solde de fiscalité de l'Opérateur 6	-0,004
<b>Solde des encaissements attendus des opérateurs</b>	<b>5,531</b>

Source : Les lettres de fiscalité des opérateurs – Annexe 1 « Statement 1 »

Compte tenu du caractère de ces écarts par rapport aux écarts habituels sur le calcul des droits pétroliers, nous recommandons qu'ils soient rapidement régularisés pour permettre une meilleure connaissance des flux.

## **5 Bilan matière**

Le montant des droits en stocks (ou «position matière») à un terminal pétrolier correspond au solde initial de la période, augmenté des droits acquis de la période, et diminué des enlèvements et déductions contractuels de la période. Ce solde théorique doit correspondre au solde déclaré par l'opérateur du terminal en fin de période. A ce sujet, nous attirons votre attention sur les observations suivantes :

- Il existe des écarts non expliqués en faveur de la République entre la production stockée calculée et la variation de stocks déclarée par l'opérateur du Terminal sur la qualité Djeno mélange pour 72 442 barils et Nkossa mélange pour 14 279 barils au cours de la période (voir le détail en Annexe II Tableau III).
- Il existe des écarts non expliqués en défaveur de la République entre la production stockée calculée et la variation de stocks déclarée par l'opérateur du Terminal sur la qualité Nkossa butane pour 8 249 barils et Nkossa propane pour 12 604 barils (voir le détail en Annexe II Tableau III).

Compte tenu du caractère de ces écarts par rapport aux écarts habituels sur le calcul des droits pétroliers, nous recommandons qu'ils soient rapidement expliqués pour permettre une meilleure connaissance des flux.

## **6 Autres procédures convenues**

Les autres procédures convenues mises en œuvre dans le cadre de notre mission (Annexe III § 4 et 6) n'appellent pas d'observation de notre part.

Toutefois, nous voudrions rappeler les points ci-dessous relevés dans nos missions précédentes.

- La fiscalité relative au champ Pointe Indienne du quatrième trimestre 2010 n'a pas été mise à notre disposition pour appréciation et ne figure donc pas dans les droits de la République présentés dans le Statement 1.

Par ailleurs, nous voudrions attirer votre attention sur les écarts suivants, relatifs à nos précédents rapports et qui n'ont pas été régularisés:

- Le taux de partage du profit oil au niveau du champ Boudi est passé de 13,75% à 16,50% en faveur de la République, à compter du mois d'août 2010. Nous n'avons pas été informés de l'existence d'accords éventuels à ces situations. Nous recommandons la collecte des documents qui soutiennent ces changements.
- L'écart significatif de valorisation constaté au «Statement 1» du troisième trimestre 2010 pour 50,353 milliards de F.CFA en défaveur de la République n'a pas été détaillé.
- Les écarts entre le calcul notionnel et les lettres de fiscalité au niveau de l'Opérateur 1, qui résultent de la différence d'interprétation du contrat de partage de production du permis Haute mer en défaveur de la République pour 3 000 barils et une contrevaletur de 110 millions de F.CFA au prix fiscal moyen au troisième trimestre 2010 n'ont pas été expliqués.
- Les écarts entre le calcul notionnel et les lettres de fiscalité au niveau de l'Opérateur 2 qui résultent de la différence d'interprétation du contrat de partage de production du permis Kouilou sur le champ Boudi au mois de juillet 2010 pour 4 000 barils en faveur de la République pour une contrevaletur de 165 millions de F.CFA au troisième trimestre 2010 n'ont pas été expliqués.

- Les écarts entre le calcul notionnel et les lettres de fiscalité au niveau de l'Opérateur 7 qui résultent de la différence d'interprétation du contrat de partage de production du permis Azurite au mois d'août 2010 pour 3 000 barils en défaveur de la République pour une contrevaletur de 142 millions de F.CFA au troisième trimestre 2010 n'ont pas été expliqués.
- Les preuves de l'encaissement de la fiscalité du mois d'avril 2010 de l'Opérateur 1 pour un montant de 5,577 milliards de francs CFA au second trimestre 2010 n'ont pas été retrouvées dans les livres de la République mis à notre disposition.
- De même, les preuves de l'encaissement de la fiscalité du mois d'avril 2010 de l'Opérateur 2 pour un montant de 7,972 milliards de francs CFA au second trimestre 2010 n'ont pas été retrouvées dans les livres de la République mis à notre disposition.
- Du quatrième trimestre 2009 au second trimestre 2010, les notes de calcul de la SNPC ont fait état de l'existence d'enlèvements sur la qualité Azurite. Nous n'avons pas retracé ces mouvements dans les relevés de la République mis à notre disposition. La fiscalité afférente à verser en espèce par l'Opérateur 7 est estimée à 551,452 millions de francs CFA.
- Le montant de fiscalité dû par l'Opérateur 5 est estimé à 20,767 millions de francs CFA au second trimestre 2010 au titre de la PID sur la période du quatrième trimestre 2008 au second trimestre 2010.
- Les encaissements des livraisons à la CORAF comprises dans les droits à enlèvement du terminal Nkossa des trimestres sous nos revues antérieures n'ont pas été retrouvés dans les livres de la République mis à notre disposition.
- Le solde de la créance de 11 millions de francs CFA dû par l'Opérateur 1 au titre des encaissements des recettes pétrolières relatives au quatrième trimestre 2009 n'a pas été régularisé.

Compte tenu du caractère de ces écarts par rapport aux écarts habituels sur le calcul des droits pétroliers, nous recommandons qu'ils soient rapidement régularisés pour permettre une meilleure connaissance des flux.

Nous vous rappelons que ni les droits propres de la SNPC sur la production pétrolière du pays, ni les compensations monétaires non récurrentes consenties à titre exceptionnel aux opérateurs au titre de conventions particulières avec la République, ne sont inclus dans les chiffres ci-dessus, conformément aux termes de référence de la mission convenus avec la République.

\*

\*

\*

Les procédures convenues dans le cadre de notre mission et détaillées en annexe III ne constituent ni un audit ni un examen limité effectué selon les Normes Internationales IFAC. Pour cette raison, nous ne pouvons donner l'assurance que les problèmes qui auraient pu être décelés par la mise en œuvre de procédures complémentaires ou par un audit ou un examen limité du «Statement 1» ont tous été identifiés.



Cutting through complexity™ **Auditeurs Associés en Afrique**

Ce rapport a pour seul objectif celui indiqué dans le premier paragraphe. Il ne concerne que le «Statement 1» et ses notes annexes, et ne s'étend pas à l'un quelconque des autres documents produits par le Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public.

Dans le cadre de cette mission, KPMG n'accepte aucune responsabilité vis-à-vis des tiers autres que ceux ayant pris la responsabilité de déterminer les procédures à mettre en œuvre, et qui ont seuls vocation à utiliser ce rapport. Néanmoins, ce rapport est un document public et sa distribution n'est pas limitée.

Brazzaville, le 26 mai 2011

KPMG Auditeurs Associés en Afrique

Jean Yves Parant  
*Associé*

**Annexes :**

- |                                                                      |            |
|----------------------------------------------------------------------|------------|
| - «Statement 1» et Notes explicatives au «Statement 1»               | Annexe I   |
| - Tableaux annexes (Tableaux I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII et IX) | AnnexeII   |
| - Description des procédures convenues mises en œuvre                | Annexe III |



## Annexes

□ <b>Annexe I : Statement 1</b> .....	<b>13</b>
○ <i>Notes explicatives au Statement 1</i> .....	<i>14-16</i>
□ <b>Annexe II :</b> .....	<b>17-29</b>
○ <i>Tableau I : «État des droits de la République» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>18</i>
○ <i>Tableau II : «État de suivi de la commercialisation» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>19-20</i>
○ <i>Tableau III : «État de suivi du bilan matière» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>21-22</i>
○ <i>Tableau IV- a &amp; b : «État de suivi des encaissements reçus de la SNPC» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>23</i>
○ <i>Tableau V : «État de suivi des encaissements reçus de la SNPC sur la commercialisation des livraisons CORAF» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>25</i>
○ <i>Tableau VI : «Etat de suivi des écarts de valorisation par cargaison – Ecart de change» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>26</i>
○ <i>Tableau VII : «Suivi des écarts sur matière et sur encaissement SNPC par cargaison» du 1er octobre au 30 décembre 2010</i> .....	<i>27</i>
○ <i>Tableau VIII : «Titres miniers»</i> .....	<i>28</i>
○ <i>Tableau IX :«Prix fiscaux» des mois d’octobre, mai et décembre 2010</i> .....	<i>29</i>
□ <b>Annexe III: Procédures convenues mises en œuvre</b> .....	<b>30-31</b>

ANNEXE I

Statement 1.		Note	4ème trimestre 2010	
			Bbls	KFrF CFA
P x  f i s c a l	<b>Production du Congo</b>	<b>Px fiscal</b>	<b>29 712 986</b>	<b>1 188 737 755</b>
	<b>Droits de la République</b>	<b>Px fiscal</b>	<b>15 276 497</b>	<b>618 714 982</b>
	<b>Production Stockée</b>	<b>Px fiscal</b>	<b>-767 242</b>	<b>-33 518 746</b>
	<b>Commercialisation</b>	<b>Px fiscal</b>	<b>16 043 740</b>	<b>652 233 728</b>
		Livraisons CORAF	1 289 209	55 249 249
		Régularisation sur stock République / SNPC	14 800 240	
		Brut vendu par la SNPC	13 511 032	546 239 196
		Fiscalité & Commercialisation des opérateurs	1 242 398	50 701 365
		Op 1. : T. E&P Congo (PID, Redevance, PO, EO, ...)	426 199	17 408 367
		Op 6. : Likouala SA (PID, Redevance, PO, EO,...)	3 635	146 262
		Op 2. : ENI Congo (PID Redevance PO EO, ...)	659 553	26 605 285
		Op 2. : ENI Congo (déduction livraison CORAF)		
		Op 3. : Zetah M&P (PID, Redevance, PO, EO, ...)		
	Op 5. : Prestoil (PID, ...)			
	Op 1. : T. E&P Congo (P.G.A. + A.s.C.)	77 100	3 343 606	
	Op 2. : ENI Congo (Accord particulier, C&G, deduct. garantie CORAF ..)	75 910	3 197 845	
	Op 3. : Congorep (Déduction taxe maritime)	14 799 139	-43 919	
	<b>Commercialisation des livraisons CORAF</b>	<b>11</b>	<b>1 289 209</b>	<b>55 249 249</b>
	Écarts sur encaissement SNPC			
	Commissions de la SNPC & associés			
	Subvention accordée à la CORAF			
	Écarts de valorisation (Px fiscal - Px commercial)			
	<b>Créances de l'Etat sur les livraisons CORAF</b>			<b>55 249 249</b>
S N P C	<b>Commercialisation par la SNPC</b>		<b>13 511 032</b>	<b>546 239 196</b>
	Taxe Maritime			-1 178 194
	Pré-paiement cargaison			-
	Remboursement pré-paiement cargaison			-
	Remboursement pré-paiement financier			-
	Frais de pré-paiement & associés			-
	Frais bancaires, frais de prépaiement & associés			-
	Commissions de la SNPC & associés			-7 485 446
	Écarts de valorisation (Px fiscal - Px commercial)	<b>4</b>		-7 154 453
	Écarts sur encaissement SNPC	<b>5</b>		-28 190 473
Écarts sur matière SNPC	<b>6</b>			
Ecarts & Régularisation SNPC (GPL + Yombo)	<b>7</b>			
	<b>Encassements reçus de la SNPC</b>			<b>502 230 630</b>
O P É	<b>Fiscalité &amp; Commercialisation des opérateurs</b>		<b>1 242 398</b>	<b>50 701 365</b>
	Ajustements de fiscalité & coûts de l'opérateur 1.	<b>8</b>		-558 853
	Opérateur 1. (P.G.A. + A.s.C.)	<b>9</b>		-3 300 144
	Opérateur 2. (C.à G. + A.P.)			-21 425 940
	Opérateur 2. (déduction livraison Coraf)	<b>12</b>		
	Mise en jeu aval Etat/CORAF	<b>10</b>		
	Écarts de valorisation (Px fiscal - Px opérateurs)	<b>4</b>		-5 531 068
	Encassements reçus de :			
	Op 1. : Total E&P Congo			14 640 751
	Op 2. : ENI Congo			2 871 853
Op 3. : CONGOREP			329 661	
Op 4. : Chevron			1 893 130	
Op 5. : PRESTOIL				
Op 6. : Likouala SA			149 965	
	<b>Encassements reçus des opérateurs</b>			<b>19 885 360</b>
	<b>Total des Encassements</b>			<b>522 115 779</b>

## NOTES EXPLICATIVES AU STATEMENT 1

### Méthodes de comptabilisation des revenus et des charges

La production, les droits de la République, la production stockée, les livraisons CORAF, le brut vendu par la SNPC, les fiscalités & commercialisation des opérateurs, les prélèvements des opérateurs, ainsi que les écarts matière SNPC / République, sont exprimés en barils ; ces barils correspondent à des données réelles matière. Les barils sont convertis en US\$ puis en francs CFA (FCFA) : les montants en FCFA sont issus de conversion en US\$ aux prix fiscaux; ces montants en FCFA sont donnés pour la cohérence du tableau.

### Note 1 : Droits de la République

Les droits de la République correspondent à l'ensemble des prélèvements fiscaux pétroliers (Redevance Minière, Provision pour Investissement Diversifié, Profit-Oil fiscal, Excess-Oil de la République) et aux intérêts de 15% de la République sur les champs de Yanga et Sendji.

- Redevance Minière Proportionnelle : la redevance est égale à un pourcentage fixe de la production, variant de 12% à 17,5% suivant les permis et les champs.
- Provision pour Investissement Diversifié (PID) : la PID est égale à 1% de la production sur la plupart des champs produisant du Djeno.
- Profit Oil fiscal : le Profit-Oil de la République («fiscal») est défini par les formules des contrats de partage de production, son taux évoluant en fonction du cours du prix fiscal de la période, et du cours du prix haut (ou "price cap"). La formule du Profit Oil fiscal varie selon chaque contrat.
- Excess-Oil de la République : la République perçoit, contractuellement, 50% de l'excess-oil par champ producteur et après déduction de la provision pour abandon. L'excess-oil, qui peut être nul, correspond à la différence entre le cost-stop et le coût pétrolier réel de la période.
- Yanga et Sendji : la République détient directement 15% d'intérêts sur ces deux champs ; elle perçoit et comptabilise à ce titre 15% de la production. Les opérateurs lui prélèvent par ailleurs sa quote-part (15%) de coûts pétroliers correspondants.

Ces droits ne comprennent pas d'éléments non récurrents tels que bonus, droits de formation, compensations. Ces droits ne sont pas non plus présentés nets d'éventuels prélèvements des opérateurs sur la fiscalité en vertu de conventions particulières.

### Note 2 : Production stockée et stocks de droits à enlèvement au terminal de l'opérateur

La production stockée correspond à la différence, en barils, et par mois, entre les droits à enlèvement de la République et la commercialisation effectuée par les partenaires pétroliers de la République (Opérateur 1, Opérateur 2, Opérateur 3, Opérateur 4, Opérateur 5, Opérateur 6, SNPC, CORAF).

La production stockée de la période est une notion de comptabilité matière dont les chiffres sont à rapprocher des variations effectives de stocks appartenant à la République tels que déclarées

par les opérateurs des terminaux pétroliers. Le résultat de ce rapprochement est détaillé dans «l'État de suivi du bilan matière» (Tableau III de l'Annexe II).

Note 3 : Commercialisation

Les commercialisations sont détaillées dans le Tableau II de l'Annexe II. Elles correspondent à des droits fiscaux commercialisés par les opérateurs, aux prélèvements effectués par les opérateurs au titre du remboursement de certaines dettes gagées, aux livraisons de Djeno faites par la République au bénéfice de la CORAF, et enfin aux quantités commercialisées par la SNPC pour le compte de la République.

Note 4 : Écart de Valorisation - Méthode de valorisation et de conversion

Le raccordement des chiffres figurant au chapitre «Commercialisation par la SNPC» entre les données en prix fiscal et celles en prix commercial conduisait autrefois à dégager un écart de valorisation (au titre du prix), lequel était rationalisé et validé par cargaison.

A compter de 2006, la SNPC restitue contractuellement le produit de ses ventes à la République au prix fiscal ; il n'y a donc plus d'écart de valorisation au titre des prix ; il subsiste néanmoins des écarts au titre du cours de change appliqué – le cours de change est le cours moyen du mois ;

- la République applique dans le Statement 1 le cours officiel de l'US\$ selon la Banque Centrale Européenne (BCE), lui-même valorisé au cours officiel fixe FCFA contre €.
- la SNPC applique un taux moyen de change mensuel qui lui serait communiqué par sa banque ;
- la différence génère un écart qui est suivi par cargaison - Tableau VI de l'Annexe II.

Les taxes maritimes, les pré-paiements cargaison, les remboursements de pré-paiements cargaison, les remboursements de pré-paiements financiers, les frais de pré-paiements, les frais bancaires et associés, les commissions de la SNPC, sont exprimés en US\$ ou en CFA et correspondent à des données réelles.

Le rapprochement des chiffres figurant au chapitre «Fiscalité & commercialisation des opérateurs», entre les données en FCFA issues de barils, de prix fiscaux, de prix commerciaux et de données réelles en FCFA conduit également à dégager un écart de valorisation.

Note 5 : Écarts sur encaissements SNPC

Les «écarts sur encaissements» correspondent, soit à des cargaisons République qui n'ont pas été reversées, en partie ou en totalité, par la SNPC (écarts négatifs), soit à des parts de cargaison revenant à la SNPC et encaissées par la République (écarts positifs), soit encore à des livraisons CORAF non payées ou partiellement payées. Le détail par cargaison est fourni au Tableau VII de l'Annexe II.

Note 6 : Écarts sur matière SNPC

Sans objet sur la période car les notes de calcul SNPC ne présentent aucun écart sur matière SNPC.

Note 7 : Écart et régularisation SNPC (GPL + Yombo)

Sans objet sur la période car les notes de calcul SNPC ne présentent aucun écart et régularisation sur le GPL et le Yombo.

Note 8 : Ajustements de fiscalité & coûts de l'opérateur 1

Ces ajustements représentent principalement la quote-part République des coûts sur les champs Yanga et Sendji, des ajustements de redevance sur les livraisons de l'opérateur 1 à la CORAF, des déductions de taxe maritime, ainsi que la refacturation de coûts accessoires.

Note 9 : Opérateur 1 (accords dits P.G.A. + A.s.C.)

La commercialisation comptabilisée dans cette rubrique correspond aux prélèvements récurrents de la période au titre d'un accord dit P.G.A., compte tenu des effets d'un accord ultérieur dit A.s.C.

Les prélèvements effectués par l'Opérateur 2 (C. à G.) se rapporte à un accord commercial relative à la Centrale à gaz.

Note 10 : Mise en jeu aval Etat/CORAF

Sans objet sur la période car l'Etat livre désormais le brut à la CORAF et ne donne pas de garantie à des tiers.

Note 11 : Livraisons CORAF

Les livraisons sont faites par la SNPC pour le compte de l'Etat. Voir également Note 12 ci-dessous.

Note 12 : Opérateur 2 – Déduction au titre des livraisons CORAF

Sans objet sur la période car l'Opérateur 2 ne fait plus de livraison à la CORAF.

Note 13 : Régularisation sur stock République / SNPC

Sans objet sur la période car les notes de calcul SNPC ne présentent aucune régularisation sur les stocks de la République.

**ANNEXE II**

**TABLEAUX ANNEXES**

- **Tableau I : «État des droits de la République» du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau II : «État de suivi de la commercialisation» du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau III : «État de suivi du bilan matière» du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau IV : «État de suivi des encaissements reçus de la SNPC» du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau V : «État de suivi des encaissements reçus de la SNPC sur la commercialisation des livraisons CORAF» 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau VI : «Etat de suivi des écarts de valorisation par cargaison – Ecart de change» du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau VII : «Suivi des écarts sur matière et sur encaissement SNPC par cargaison» du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 2010**
- **Tableau VIII : «Titres miniers»**
- **Tableau IX : «Prix fiscaux» des mois d'octobre, novembre et décembre 2010**

**Annexe II**

**Tableau I : Etat des droits de la République**

DROITS DE LA REPUBLIQUE 2010	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAUX en Bbls
<b>VALORISATION DE LA PART DE L'ETAT EN Bbls</b>				
<b>Redevance</b>	1 393 543	1 282 828	1 341 481	<b>4 017 852</b>
<b>Profit-Oil</b>	3 580 595	3 458 335	3 795 034	<b>10 833 964</b>
<b>Excess ENI</b>				
<b>Excess T.E&amp;P</b>	0	0	0	<b>0</b>
<b>Excess Zetah</b>				
<b>P.I.D.</b>	60 980	58 493	62 678	<b>182 152</b>
<b>15 % Yanga - Sendji</b>	81 853	73 153	87 522	<b>242 529</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 116 972</b>	<b>4 872 809</b>	<b>5 286 716</b>	<b>15 276 497</b>
<b>Djéno</b>	3 185 389	3 089 572	3 373 754	<b>9 648 715</b>
<b>Nkossa</b>	1 490 065	1 385 790	1 418 021	<b>4 293 876</b>
<b>Butane</b>	36 726	45 684	61 587	<b>143 997</b>
<b>Propane</b>	47 999	56 760	85 991	<b>190 750</b>
<b>Yombo</b>	64 638	20 843		<b>85 481</b>
<b>Azurite</b>	292 154	274 161	347 363	<b>913 678</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 116 972</b>	<b>4 872 809</b>	<b>5 286 716</b>	<b>15 276 497</b>

**Annexe II**

**Tableau II : Etat de suivi de la commercialisation**

Commercialisation 2010 :	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAUX en Bbls
<b>DJENO mélange</b>				
PID	25 820	25 166	26 783	77 769
Redevance	742	631	497	1 870
Mise en jeu aval Etat/CORAF				
Profit Oil	26 000	26 500	35 000	87 500
A.s.C. article 3.4.3 (Droits Tiers COP)				
<b>Opérateur 1.</b>	<b>52 561</b>	<b>52 298</b>	<b>62 279</b>	<b>167 138</b>
PID	1 221	1 191	1 224	3 635
Redevance				
Profit Oil				
Protocole d'accord du 19/01/06				
<b>Opérateur 6.</b>	<b>1 221</b>	<b>1 191</b>	<b>1 224</b>	<b>3 635</b>
PID	33 940	32 136	34 672	100 748
Déduction Livraison CORAF				
Accord Centrale à gaz	8 360	1 562	5 988	15 910
Accord commercial	171 000	171 000	171 000	513 000
Coûts Yanga - Sendji	7 883	10 408	27 514	45 805
Auto pompage CORAF				
Déduction pour garantie CORAF				
Excess Cost-Oil				
<b>Opérateur 2.</b>	<b>221 183</b>	<b>215 106</b>	<b>239 174</b>	<b>675 464</b>
Déduction taxe maritime	395	411	295	1 101
<b>Opérateur 3.</b>	<b>395</b>	<b>411</b>	<b>295</b>	<b>1 101</b>
Regularisation stock République/SNPC Brut cédé à la SNPC	2 760 084	2 874 460	2 849 479	8 484 023
<b>SNPC</b>	<b>2 760 084</b>	<b>2 874 460</b>	<b>2 849 479</b>	<b>8 484 023</b>
Livraisons CORAF				
<b>CORAF</b>				
<b>DJENO mélange</b>	<b>3 035 444</b>	<b>3 143 465</b>	<b>3 152 452</b>	<b>9 331 362</b>
<b>NKOSSA blend</b>				
PID	1 034	1 042	1 047	3 123
Redevance	78 813	72 362	78 477	229 652
Profit-Oil		4 704		4 704
PGA Article 4		77 100		77 100
PGA Article 6 + A.s.C.				
PGA Article 7				
PGA Article 8				
SNPC Droits Cédés				
<b>Opérateur 1.</b>	<b>79 847</b>	<b>155 207</b>	<b>79 524</b>	<b>314 579</b>
Regul. Accord CàG Chevron /SNPC	20 000	20 000	20 000	60 000
Excess Cost-Oil				
<b>Opérateur 2.</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>60 000</b>
Droits RC affectés HM				
<b>CHEVRON</b>				
Regularisation stock République/SNPC Brut cédé à la SNPC	1 810 529	908 956	905 126	3 624 611
<b>SNPC</b>	<b>1 810 529</b>	<b>908 956</b>	<b>905 126</b>	<b>3 624 611</b>
Prélèvement CORAF	389 248	441 674	458 287	1 289 209
<b>CORAF</b>	<b>389 248</b>	<b>441 674</b>	<b>458 287</b>	<b>1 289 209</b>
<b>NKOSSA blend</b>	<b>2 299 623</b>	<b>1 525 838</b>	<b>1 462 937</b>	<b>5 288 398</b>

<b>AZURITE</b>			
Regul stock RC/SNPC			
Brut cédé à la SNPC	520 760		520 562
<b>SNPC</b>	<b>520 760</b>		<b>520 562</b>
<b>AZURITE</b>	<b>520 760</b>		<b>520 562</b>
<b>BUTANE</b>			
PID	34	41	75
Redevance	3 997	4 655	8 652
Profit-Oil			
<b>Opérateur 1.</b>	<b>4 032</b>	<b>4 695</b>	<b>8 727</b>
Regularisation stock République/SNPC			
Brut cédé à la SNPC		42 501	85 153
<b>SNPC</b>		<b>42 501</b>	<b>85 153</b>
<b>BUTANE</b>	<b>4 032</b>	<b>47 197</b>	<b>85 153</b>
<b>PROPANE</b>			
PID	63	78	141
Redevance	5 830	6 884	12 714
Profit-Oil			
<b>Opérateur 1.</b>	<b>5 893</b>	<b>6 962</b>	<b>12 855</b>
Regularisation stock République/SNPC			
Brut cédé à la SNPC			233 422
<b>SNPC</b>			<b>233 422</b>
<b>PROPANE</b>	<b>5 893</b>	<b>6 962</b>	<b>233 422</b>
<b>YOMBO</b>			
<b>Opérateur 5.</b>			
Brut cédé à la SNPC			
<b>SNPC</b>			
<b>YOMBO</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>5 865 752</b>	<b>4 723 462</b>	<b>5 454 526</b>
<b>DJENO mélange</b>	<b>3 035 444</b>	<b>3 143 465</b>	<b>3 152 452</b>
<b>NKOSSA blend</b>	<b>2 299 623</b>	<b>1 525 838</b>	<b>1 462 937</b>
<b>BUTANE</b>	<b>4 032</b>	<b>47 197</b>	<b>85 153</b>
<b>PROPANE</b>	<b>5 893</b>	<b>6 962</b>	<b>233 422</b>
<b>YOMBO</b>			
<b>AZURITE</b>	<b>520 760</b>		<b>520 562</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 865 752</b>	<b>4 723 462</b>	<b>5 454 526</b>

**Annexe II**

**Tableau III : Etat de suivi du bilan matière**

<b>Production Stockée</b>	<b>Octobre</b>	<b>Novembre</b>	<b>Décembre</b>	<b>TOTAUX en Bbls</b>
<b>DJENO mélange</b>				
Commercialisation	-3 035 444	-3 143 465	-3 152 452	-9 331 362
Droits de l'Etat	3 185 389	3 089 572	3 373 754	9 648 715
<b>Production stockée</b>	<b>149 944</b>	<b>-53 893</b>	<b>221 302</b>	<b>317 354</b>
Stock Initial Opérateur	492 002	664 893	631 417	1 788 313
Stock Final Opérateur	664 893	631 417	881 798	2 178 109
<b>Variation de stock</b>	<b>172 891</b>	<b>-33 476</b>	<b>250 381</b>	<b>389 796</b>
<b>ECART</b>	<b>22 947</b>	<b>20 417</b>	<b>29 079</b>	<b>72 442</b>
<b>NKOSSA blend</b>				
Commercialisation	-2 299 623	-1 525 838	-1 462 937	-5 288 398
Droits de l'Etat	1 490 065	1 385 790	1 418 021	4 293 876
<b>Production stockée</b>	<b>-809 558</b>	<b>-140 048</b>	<b>-44 916</b>	<b>-994 522</b>
Stock Initial Opérateur	797 083	-9 577	-143 867	643 638
Stock Final Opérateur	-9 577	-143 867	-183 160	-336 605
<b>Variation de stock</b>	<b>-806 660</b>	<b>-134 290</b>	<b>-39 293</b>	<b>-980 243</b>
<b>ECART</b>	<b>2 898</b>	<b>5 758</b>	<b>5 623</b>	<b>14 279</b>
<b>BUTANE</b>				
Commercialisation	-4 032	-47 197	-85 153	-136 382
Droits de l'Etat	36 726	45 684	61 587	143 997
<b>Production stockée</b>	<b>32 695</b>	<b>-1 513</b>	<b>-23 566</b>	<b>7 616</b>
Stock Initial Opérateur	5 303	37 644	35 087	78 034
Stock Final Opérateur	37 644	35 087	4 670	77 401
<b>Variation de stock</b>	<b>32 341</b>	<b>-2 557</b>	<b>-30 418</b>	<b>-633</b>
<b>ECART</b>	<b>-354</b>	<b>-1 044</b>	<b>-6 852</b>	<b>-8 249</b>
<b>PROPANE</b>				
Commercialisation	-5 893	-6 962	-233 422	-246 276
Droits Etat	47 999	56 760	85 991	190 750
<b>Production stockée</b>	<b>42 106</b>	<b>49 798</b>	<b>-147 430</b>	<b>-55 526</b>
Stock Initial Opérateur	67 684	109 188	158 273	335 145
Stock Final Opérateur	109 188	158 273	-446	267 015
<b>Variation de stock</b>	<b>41 504</b>	<b>49 085</b>	<b>-158 719</b>	<b>-68 131</b>
<b>ECART</b>	<b>-603</b>	<b>-713</b>	<b>-11 289</b>	<b>-12 604</b>

<b>YOMBO</b>				
Commercialisation	0	0	0	0
Droits Etat	64 638	20 843	0	85 481
<b>Production stockée</b>	<b>64 638</b>	<b>20 843</b>	<b>0</b>	<b>85 481</b>
Stock Initial Opérateur	0	0	0	0
Stock Final Opérateur	0	0	0	0
<b>Variation de stock</b>	<b>64 638</b>	<b>20 843</b>	<b>0</b>	<b>85 481</b>
<b>ECART</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>AZURITE</b>				
Commercialisation	-520 760	0	-520 562	-1 041 322
Droits Etat	292 154	274 161	347 363	913 678
<b>Production stockée</b>	<b>-228 606</b>	<b>274 161</b>	<b>-173 199</b>	<b>-127 644</b>
Stock Initial Opérateur	493 467	697 880	648 302	1 839 649
Stock Final Opérateur	697 880	648 302	772 332	2 118 514
<b>Variation de stock</b>	<b>-228 606</b>	<b>274 161</b>	<b>-173 199</b>	<b>-127 644</b>
<b>ECART</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Production stockée</b>	<b>-748 780</b>	<b>149 347</b>	<b>-167 809</b>	<b>-767 242</b>

Annexe II

Tableau IV-a : Etat de suivi des encaissements reçus de la SNPC

Données Veritas et Opérateurs des terminaux				Données Bancaires	
Date	Nature	Cargaison à 100%	Cargaison de l'État	Date de virement	Trésor Public/BGFI
1-oct.-10	Djéno	920 126	920 126	10-déc-10	5 150 398 099
				17-déc-10	24 798 266 048
4-oct.-10	Nkossa blend	904 993	904 993	17-déc-10	15 201 733 952
				14-déc-10	2 000 000 000
17-oct.-10	Djéno	920 138	920 138	20-déc-10	3 000 000 000
28-oct.-10	Djéno	919 820	919 820	27-déc-10	12 646 348 817
5-déc.-10	Djéno	966 009	966 009	27-déc-10	22 044 990 489
26-déc.-10	Djéno	920 067	920 067	29-déc-10	4 000 000 000
7-déc.-10	Azurite	520 562	520 562	18-janv-11	37 077 841 409
11-déc.-10	Butane	42 587	42 587	1-févr-11	36 708 069 991
25-déc.-10	Butane	42 566	42 566	18-janv-11	19 635 133 777
13-déc.-10	Propane	233 421	233 421	18-janv-11	1 633 858 339
				28-janv-11	1 420 743 884
	<b>Transferts rapprochés au relevé de la République (a)</b>	<b>6 390 290</b>	<b>6 390 290</b>	18-janv-11	6 602 916 189
	<b>Cargaisons en cours de rattachement (Annexe II tableau IV-b) (b)</b>	<b>7 120 742</b>	<b>7 120 742</b>		<b>191 920 300 994</b>
	<b>Brut vendu par la SNPC (Annexe 1: Statement 1) (a) + (b)</b>	<b>13 511 032</b>	<b>13 511 032</b>		<b>310 310 328 760</b>
					<b>502 230 629 754</b>

Sources : Documents Veritas/Notes de calcul SNPC/Relevés de la République BEAC et Trésor Public / Tableaux des réalisations

Notes:

+Les deux cargaisons de Djéno du 17 octobre 2010 de 920.138 barils et du 28 octobre 2010 de 919.820 barils ont été partiellement encaissés et les encaissements ont été rapprochés au relevé de la République pour des montants respectifs de 22,045 milliards de francs F.CFA et 4,000 milliards de francs F.CFA.

**Annexe II** **Tableau IV-b : Etat de suivi des encaissements reçus de la SNPC**

Données Veritas et Opérateurs des terminaux			
Date	Nature	Cargaison à 100 %	Cargaison de l'État
24-nov.-10	Djéno	965 073	965 073
17-nov.-10	Nkossa blend	908 956	908 956
24-déc.-10	Nkossa blend	905 126	905 126
15-nov.-10	Butane	42 501	42 501
15-nov.-10	Djéno	966 036	966 036
10-déc.-10	Djéno	963 403	963 403
26-oct.-10	Nkossa blend	905 536	905 536
26-oct.-10	Azurite	520 760	520 760
5-nov.-10	Djéno	943 351	943 351
<b>Cargaisons en cours de rattachement (Annexe II tableau IV-a)</b>		<b>7 120 742</b>	<b>7 120 742</b>

Sources : Documents Veritas/Notes de calcul SNPC

**Annexe II Tableau V : Etat de suivi des encaissements reçus de la SNPC sur  
 la commercialisation des livraisons CORAF  
 (Non applicable pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2010)**

Encaissements au titre des pompages CORAF			Données Bancaires en Frf CFA	
Date	Référence	Cargaison de l'État	Date de virement	BGFIBANK compte de passage N° 62700501
<b>Total des encaissements reçus de la SNPC</b>			<b>0</b>	

**Annexe II Tableau VI : Etat de suivi des écarts de valorisation par cargaison - Ecart de change**  
(prix fiscal - prix commercial)

Données Véritas et Opérateurs des terminaux en Bbls				Valorisation au prix fiscal en Millions F.CFA		Valorisation au prix SNPC en Millions F.CFA		Total des écarts	
Date	Nature	Cargaison à 100%	Cargaison République	Prix fiscal	Montant	Prix SNPC	Montant		
01-oct-10	Djéno	920 126	920 126	\$/CFA Bbls/\$	471,979 79,435	34 497,1	459,640 72,175	30 524,8	-3 972,3
17-oct-10	Djéno	920 138	920 138	\$/CFA Bbls/\$	471,979 79,435	34 497,5	459,640 76,175	32 216,8	-2 280,6
28-oct-10	Djéno	919 820	919 820	\$/CFA Bbls/\$	471,979 79,435	34 485,6	459,640 75,751	32 026,5	-2 459,1
08-oct-10	Nkossa blend	904 993	904 993	\$/CFA Bbls/\$	471,979 82,616	35 288,4	459,640 80,450	33 464,9	-1 823,5
26-oct-10	Nkossa blend	905 536	905 536	\$/CFA Bbls/\$	471,979 82,616	35 309,6	459,640 81,544	33 940,3	-1 369,3
26-oct.-10	Azurite	520 760	520 760	\$/CFA Bbls/\$	471,979 77,994	19 170,0	459,640 74,844	17 914,8	-1 255,2
5-nov.-10	Djéno	943 351	943 351	\$/CFA Bbls/\$	439,815 81,745	33 916,0	481,140 80,462	36 520,4	2 604,4
15-nov.-10	Djéno	966 036	966 036	\$/CFA Bbls/\$	439,815 81,745	34 731,6	481,140 77,360	35 956,8	1 225,2
30-nov.-10	Djéno	965 073	965 073	\$/CFA Bbls/\$	439,815 81,745	34 697,0	481,140 77,009	35 758,0	1 061,0
17-nov.-10	Nkossa blend	908 956	908 956	\$/CFA Bbls/\$	439,815 90,310	36 103,5	481,140 84,296	36 865,6	762,1
15-nov.-10	Butane	42 501	42 501	\$/CFA Bbls/\$	439,815 82,837	1 548,5	481,140 81,163	1 659,7	111,3
5-déc.-10	Djéno	966 009	966 009	\$/CFA Bbls/\$	448,855 88,534	38 388,2	479,420 81,560	37 772,4	-615,8
26-déc.-10	Djéno	920 067	920 067	\$/CFA Bbls/\$	448,855 88,534	36 562,5	483,450 84,066	37 393,1	830,6
24-déc.-10	Nkossa blend	905 126	905 126	\$/CFA Bbls/\$	448,855 91,986	37 371,2	494,940 84,296	37 763,2	392,0
7-déc.-10	Azurite	520 562	520 562	\$/CFA Bbls/\$	448,855 87,234	20 382,8	471,670 81,470	20 003,6	-379,2
11-déc.-10	Butane	42 587	42 587	\$/CFA Bbls/\$	448,855 79,639	1 522,3	492,110 79,639	1 669,0	146,7
10-déc.-10	Djéno	963 403	963 404	\$/CFA Bbls/\$	448,855 88,534	38 284,6	492,110 84,066	39 855,7	1 571,1
25-déc.-10	Butane	42 566	42 566	\$/CFA Bbls/\$	448,855 79,639	1 521,6	428,130 79,639	1 451,3	-70,3
13-déc.-10	Propane	233 421	233 421	\$/CFA Bbls/\$	448,855 79,639	8 344,0	499,720 57,527	6 710,3	-1 633,7
Brut vendu par la SNPC		13 511 032	13 511 033						
<b>Écarts de valorisation (prix fiscal - prix commercial)</b>						<b>516 621,7</b>	<b>509 467,2</b>	<b>-7 154,5</b>	

**Annexe II**      **Tableau VII : Suivi des écarts sur matière SNPC par  
cargaison (Notes de calcul SNPC / enlèvements)**

Enlèvement des droits de la République			Montant des écarts sur matière	
Date	Nature	Bbls	Bbls	K. Frf CFA
<b>Écarts sur matière SNPC</b>			-	
Enlèvement des droits de la République			Montant des écarts sur notes de calcul SNPC	
Date	Nature	Bbls		K. Frf CFA
05-nov-10	Djéno Mélange	943 351		298
15-nov-10	Djéno Mélange	966 036		293
24-nov-10	Djéno Mélange	965 073		292
17-nov-10	Nkossa Blend	908 956		301
15-nov-10	Butane	42 501		22
05-déc-10	Djéno Mélange	966 009		265
26-déc-10	Djéno Mélange	920 067		-10
24-déc-10	Nkossa	905 126		-106
07-déc-10	Azurite	520 562		-35
11-déc-10	Butane	42 587		-8
25-déc-10	Butane	42 566		16
13-déc-10	Propane	233 421		22
<b>Écarts sur encaissement SNPC</b>			<b>1 349,61</b>	

Annexe II

Tableau VIII : Titres miniers

Zone de permis et nature du permis	Titulaire	Participations en %		Observation	
		Associés	Opérateur		
EX-PNGF	Emeraude ( c )	Congorep	SNPC 49%	Congorep 51%	En production et développement complémentaire
	Loango Ouest ( c )	Total E&P Congo	Eni Congo 35%	Total E&P Congo 65%	En production
	Likouala ( c )	Likouala S.A	Eni Congo 35%	Congorep 65%	En production
	Yanga-Sendji ( c )	Total E&P Congo	Eni Congo 29,75%, République du Congo 15%	Total E&P Congo 55,25%	En production
	Tchibouela ( P.E)	Total E&P Congo	Eni Congo 35%	Total E&P Congo 65%	En production
	Tchendo (P.E)	Total E&P Congo	Eni Congo 35%	Total E&P Congo 65%	En production
EX-MADINGO	Loango Est ( c )	Eni Congo	Total E&P Congo 50%	Eni Congo 50%	En production
	Zatchi (P.E)	Eni Congo	Total E&P Congo 35%	Eni Congo 65%	En production
	Ikalou (P.E)	Eni Congo	Total E&P Congo 35%	Eni Congo 65%	En production
EX-HAUTE MER	Nkossa (P.E)	Total E&P Congo	Chevron 31,5%, SNPC 15%,	Total E&P Congo 53,5%	En production
	Nsoko (P.E)	Total E&P Congo	Chevron 31,5%, SNPC 15%,	Total E&P Congo 53,5%	En production
	Moho bilondo (P.E)	Total E&P Congo	Chevron 31,5%, SNPC 15%,	Total E&P Congo 53,5%	En production
EX-MARINE VII	Kitina (P.E)	Eni Congo	SNPC 35%, Chevron 29,25%	Eni Congo 35,75%	En production
	Sounda (P.E)	Eni Congo	SNPC 35%, Chevron 29,25%	Eni Congo 35,75%	En développement mais suspendu
EX-MARINE VI	Djambala (P.E)	Eni Congo	SNPC 35%	Eni Congo 65%	En production
	Foukanda (P.E)	Eni Congo	SNPC 35%	Eni Congo 65%	En production
	Mwafi (P.E)	Eni Congo	SNPC 35%	Eni Congo 65%	En production
EX-MARINE X	Awa Paloukou (P.E)	Eni Congo	SNPC 10%	Eni Congo 90%	En production
KOUILOU	Kouakouala (P.E)	Eni Congo	Buren 25%, SNPC 25%	Eni Congo 50%	En production et développement
	Mboundi (P.E)	Eni Congo	Buren 37%, Tullow 11%, SNPC 6%	Eni Congo 46%	En production et développement
	Zingali (P.E)	Eni Congo	Buren 37%, Maurel & Prom 15%	Eni Congo 48%	En production et développement
PEX	Kombi, Likalala, Libondo (P.E)	Total E&P Congo	Eni Congo 35%	Total E&P Congo 65%	En production et développement
	Tchibeli, Litanzi, Loussima (P.E)	Total E&P Congo	Eni Congo 35%	Total E&P Congo 65%	En production et développement
MPS	Pointe-Indienne ( c )	Zetah M&P Congo	Tacoma 35%	Maurel & Prom 65%	En production
	Azurite (P.E)	Murphy west africa Ltd	PA Resource 35%, SNPC 15%,	Murphy west africa Ltd 50%	En production
EX-MARINE I	Yombo-Masseko-Youbi (P.E)	NOMECO	SNPC 50%, NUEVO Congo Cie 18,75%, KUFPEC 6,25%	Perenco 25%	En production et développement

**Annexe II**

**Tableau IX : Prix fiscaux**

	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Seuil prix haut 2010 en \$</b>			
<b>Emeraude</b>	<b>52,013</b>	<b>52,013</b>	<b>52,013</b>
<b>Pngf</b>	<b>30,363</b>	<b>30,363</b>	<b>30,363</b>
<b>Madingo</b>	<b>30,363</b>	<b>30,363</b>	<b>30,363</b>
<b>Pex</b>	<b>31,018</b>	<b>31,018</b>	<b>31,018</b>
<b>Champs Terre</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
<b>Nkossa</b>	<b>31,018</b>	<b>31,018</b>	<b>31,018</b>
<b>Nsoko</b>	<b>28,688</b>	<b>28,688</b>	<b>28,688</b>
<b>Marine 6 et 7</b>	<b>31,018</b>	<b>31,018</b>	<b>31,018</b>
<b>Ikalou</b>	<b>31,775</b>	<b>31,775</b>	<b>31,775</b>
<b>Haute Mer D</b>	<b>25,837</b>	<b>25,837</b>	<b>25,837</b>
<b>Marine 10</b>	<b>31,775</b>	<b>31,775</b>	<b>31,775</b>
<b>Yombo</b>			
<b>Azurite</b>	<b>48,000</b>	<b>48,000</b>	<b>48,000</b>

Source : Documents seuils des prix hauts du 2e trimestre 2010

<b>Prix fiscal 2010 en \$</b>			
<b>Brut Djéno</b>	<b>79,435</b>	<b>81,745</b>	<b>88,534</b>
<b>Brut Nkossa</b>	<b>82,616</b>	<b>90,310</b>	<b>91,986</b>
<b>Butane</b>	<b>68,780</b>	<b>82,837</b>	<b>79,639</b>
<b>Propane</b>	<b>55,460</b>	<b>55,763</b>	<b>57,527</b>
<b>Brut Yombo</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>85,600</b>
<b>Azurite</b>	<b>77,994</b>	<b>79,141</b>	<b>87,234</b>

Source : rapport réunion des prix du 2e trimestre 2010

<b>Moyenne</b>	<b>77,864</b>	<b>81,549</b>	<b>88,736</b>
<b>€ / \$ selon la BCE</b>	<b>1,390</b>	<b>1,366</b>	<b>1,322</b>
<b>Frf CFA</b>	<b>471,979</b>	<b>480,203</b>	<b>496,185</b>

## ANNEXE III

### **PROCEDURES CONVENUES MISES EN OEUVRE**

#### **1. État des droits pétroliers mensuels de la République du Congo (Tableau I de l'annexe II)**

Nous avons rapproché la liste des permis producteurs figurant sur le Tableau I de la liste des titres miniers du Tableau VIII, lui-même validé avec les informations officielles du Ministère des Hydrocarbures (voir ci-dessous).

Nous avons testé les formules du modèle de calcul. Nous avons rapproché, dans le modèle de calcul, les formules de calcul des droits pétroliers théoriques, tels que calcul de la provision pour remise en état des sites, calcul de l'excess-oil, calcul du profit oil, calcul de la redevance, calcul de la PID, calcul des droits sur les champs Yanga et Sendji, avec les fiches des contrats pétroliers. Nous avons, par sondage, rapproché certaines fiches de contrats pétroliers avec les contrats pétroliers correspondants. Nous avons rapproché les prix fiscaux de référence des chiffres figurant sur les versions définitives des lettres «Réunion des Prix».

Nous avons rapproché les quantités figurant sur le Tableau I avec les déclarations mensuelles de production et de partage des opérateurs pétroliers (pour l'opérateur 1 : «Répartition de la production» - pour l'opérateur 2 : «Partage de Production» - Pour l'opérateur 3 «Production commercialisée» - pour l'opérateur 4 «Partage de Production»).

Nous avons effectué une vérification arithmétique de l'état des droits pétroliers de la République.

#### **2. État de suivi des droits pétroliers mensuels de la République du Congo, et de leur commercialisation (Tableau II de l'annexe II)**

Nous avons rapproché les quantités figurant sur le Tableau II :

- premièrement, avec les éléments figurant dans les lettres mensuelles de fiscalité des opérateurs pétroliers. Ces éléments comprennent : la fiscalité acquittée en FCFA (la totalité de la PID et une partie de la redevance), des remboursements d'emprunts gagés (Accord dit AP et accord dit ACG avec l'opérateur 2, accord dit PGA avec l'opérateur 1), des commercialisations faites par l'opérateur pour compte de l'État (Accord dit AC pour les travaux routiers et accord dit AdC-Excess-oil, avec l'opérateur 2). En ce qui concerne les effets de l'AsC signé avec l'opérateur 1, nous avons comparé les chiffres des prélèvements d'excess-oil calculés par la République avec ceux des lettres dites «COP» de l'opérateur 1.
- deuxièmement, avec les notes de calcul de la SNPC pour les quantités commercialisées par la SNPC, et avec les livraisons à la CORAF,
- troisièmement, avec les déclarations mensuelles de l'opérateur 2 pour les coûts Yanga-Sendji,
- quatrièmement, avec les déclarations mensuelles des opérateurs de terminaux pétroliers.

Nous avons effectué une vérification arithmétique du tableau II.

Nous avons vérifié les taux de change moyens de l'US\$ appliqués par la SNPC avec ceux, officiels, de la Banque Centrale Européenne (BCE).

### **3. Bilan matière des droits à enlèvement de la République du Congo (Tableau III de l'annexe II)**

Nous avons rapproché les quantités figurant sur le Tableau III :

- premièrement, avec les quantités figurant sur les déclarations mensuelles des opérateurs des terminaux pour les stocks initiaux et stocks finaux,
- deuxièmement, avec les quantités figurant sur le tableau I pour les droits,
- troisièmement, avec les quantités figurant sur le tableau II pour les commercialisations,
- quatrièmement, avec les rapports mensuels Veritas pour les enlèvements commercialisés par la SNPC, l'opérateur 1 et l'opérateur 2.

Nous avons effectué une vérification arithmétique du bilan matière.

### **4. États des encaissements par le Trésor sur commercialisation SNPC (Tableau IV), sur livraisons à la CORAF (le cas échéant - Tableau V) et sur la fiscalité et la commercialisation versées par les opérateurs**

Nous avons rapproché les montants encaissés en FCFA sur la commercialisation par la SNPC, sur les pré-paiements cargaisons de la SNPC, sur livraisons à la CORAF (le cas échéant - Tableaux IV et V), ainsi que ceux encaissés sur la fiscalité et commercialisation des opérateurs, avec les relevés bancaires du Trésor.

### **5. États de suivi des écarts de valorisation (Tableau VI), des écarts sur matière (Tableau VII), des écarts sur encaissements (Tableau VII)**

Nous avons identifié :

- par cargaison, (a) les écarts de valorisation sur commercialisations par la SNPC entre les prix fiscaux de référence et les prix obtenus par la SNPC (Tableau VI), et (b) les écarts de change entre les taux BCE et les taux utilisés par la SNPC,
- par cargaison, les écarts matière (Tableau VII),
- et par cargaison les écarts sur encaissements (Tableau VII). Voir également Annexe I (Notes 4, 5 et 6).

### **6. Tableau des titres miniers (Tableau VIII)**

Le tableau VIII reprend les informations officielles figurant sur la liste des permis reçue du Ministère des Hydrocarbures. Ces informations ont été rapprochées de la carte des permis fournie par le Ministère des Hydrocarbures. A partir du tableau VIII, nous avons vérifié l'exhaustivité des permis producteurs mentionnés sur le tableau I.

### **7. Tableau des prix fiscaux (Tableau IX)**

Nous avons rapproché les prix fiscaux de référence des chiffres figurant sur les versions définitives des lettres «Réunion des Prix».